

Bobo Ousmanou

LOM PANGAR

Avec le concours de l'Agence française de développement (AFD), le barrage affiche aujourd'hui fière allure.

Fleur exquise de la coopération franco-camerounaise

Au moment où nous mettions sous presse, la visite de S.E. Gilles Thibault sur le chantier de construction du barrage de Lom Pangar, dans la région de l'Est, ne relevait plus des improbabilités. Il était certain qu'au courant de cette semaine, l'ambassadeur de France au Cameroun descendrait sur le site. Le plénipotentiaire français y va surtout parce que son pays, à travers l'Agence française de développement (AFD), est l'un des bailleurs de fonds de Lom Pangar. En effet, l'AFD a financé les travaux de construction du barrage de retenue d'eau à hauteur de 39,3 milliards de francs CFA.



Le barrage de Lom Pangar en mars 2018.

Indice de confiance

S.E. Gilles Thibault est le troisième ambassadeur français à s'y rendre. Sa visite est un bien meilleur tremplin pour remettre d'autres séjours de ses prédécesseurs au goût du jour. Il est en effet sur les traces de Bruno Gain et de Christine Robichon. Ces ex-ambassadeurs de France au Cameroun avaient officiellement foulé le sol de Lom Pangar en août 2012 et décembre 2015 respectivement. Lors des étapes de négociations relatives au financement du projet, le premier avait qualifié celles-ci de «moments de grande satisfaction et d'émotions», «l'aboutissement d'un vaste travail d'équipe». «Cela représente 10 années de discussion, parfois émaillées de moments de doutes».

Cela laisse deviner le format de l'implication de la France dans la réalisation du barrage de Lom Pangar. Présent aux côtés d'autres bailleurs de fonds à l'étape des négociations des accords de prêt, l'Hexagone via son agence de développement, a aussi contribué à assurer un pilotage efficace des travaux en respectant le plan de gestion environnemental et social destiné à compenser les impacts négatifs du barrage. Elle s'est attachée à la gestion durable des chantiers, de la retenue et des impacts avuls, ainsi qu'à l'atténuation des impacts sociaux et la gestion du massif forestier de Deng Deng.

Cela a été concrétisé par le besoin de la création d'un milieu protégé des incursions humaines, afin d'assurer la conservation permettant aux espèces animales et en particulier aux popu-

lations de grands primates de se maintenir dans la région, en contrepartie de la dégradation inévitable de la biodiversité liée à la construction, la mise en eau du barrage ainsi qu'aux infrastructures et différents travaux associés (exploitation de sauvegarde, création de la ligne de transmission électrique Bertoua – Lom Pangar, routes d'accès, cités ouvriers et cadres des divers intervenants). L'AFD a préparé in fine l'exploitation pérenne de l'ouvrage y compris la gestion des ressources en eau. «Cela a appelé à la mise en place de mécanismes de coopération effectifs à différentes échelles, allant du régional à l'international, afin d'aller au-delà de la vision idéalisée du renforcement des liens entre la France et le Cameroun», déclarait en janvier 2017, Louis-Paul Motaze alors ministre de l'Economie,

du Plan et de l'Aménagement du territoire (Minepat).

Transfert de technologie

Une manifestation parmi les plus en vue de ces liens réside dans la faculté des deux pays à développer une capacité de négociation collective et à peser davantage sur les processus de décision au sein des enceintes internationales. En effet, pour obtenir des financements pour le démarrage du projet, le Cameroun et la France ont tablé sur un objectif à long terme, c'est-à-dire prise en considération à la fois le besoin actuel et le besoin du futur. A ce jour, le standing du barrage illustre l'étendue cette plate-forme franco-camerounaise.

Sur le terrain, en cette mi-mars 2018, le barrage provisoirement réceptionné le 30 juin 2017, est tenu par des nationaux. Le transfert de technologie au personnel du maître d'ouvrage, Electricity Development Corporation (Edc) a inauguré l'entrée en scène des personnels ingénieurs et techniciens formés par le constructeur China Water and Electricity (CWE). A ce jour, ils assurent assurer la gestion optimale de ce projet. Depuis le lancement du chantier, le transfert technologique de cette entreprise chinoise vers son partenaire EDC a connu différentes modalités de mise en œuvre : joint-ventures, voyage de personnel et échanges d'informations.